



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFECTURE DE LA SEINE-ET-MARNE

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTÉRIELLES

BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSÉES  
MINES-CARRIÈRES

Arrêté préfectoral n° 01 DAI 2M 067  
autorisant la Société Nouvelle de Ballastières à  
exploiter une carrière de sables et graviers sur le  
territoire de la commune de Montereau-Fault-  
Yonne.

Le Préfet de Seine et Marne,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le Code de l'Environnement,

Vu le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (codifiée au titre Ier du livre V du code de l'environnement),

Vu le décret n° 93.742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau (codifiée au titre Ier du livre II du code de l'environnement),

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrière,

Vu l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> février 1996 fixant le modèle d'attestation de garanties financières,

Vu l'arrêté ministériel du 10 février 1998 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées,

Vu la circulaire du Ministère de l'Environnement du 2 juillet 1996 concernant l'application de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,

Vu la circulaire du Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement du 16 mars 1998 relative aux garanties financières pour la remise en état des carrières,

Vu la demande en date du 15 mars 1998, complétée le 16 mai 2001 par laquelle M. Fernand LOPES agissant en qualité de gérant de la Société SNB, sollicite l'autorisation d'exploiter à ciel ouvert une carrière de sables et graviers sur le territoire de la commune de Montereau-Fault-Yonne.

VU les avis exprimés au cours de la consultation administrative,

Vu les avis exprimés au cours de l'enquête publique,

Vu le mémoire en réponse de l'exploitant aux observations formulées au cours de l'enquête publique en date du 24 juillet 2001,

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 16 août 2001,

Vu l'avis et les propositions du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de la Région Ile de France en date du 17 octobre 2001,

Vu l'avis de la commission départementale des carrières émis lors de sa réunion du 27 novembre 2001,

Vu le projet d'arrêté préfectoral notifié à l'exploitant le 28 novembre 2001 qui n'a pas formulé d'observation,

Considérant qu'aux termes de l'article L512.1 du Code de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral,

Considérant que les conditions d'aménagement, d'exploitation et de remise en état de la carrière, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers ou inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511.1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature et de l'environnement et la conservation des sites et des monuments,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

## SOMMAIRE

CHAPITRE I : DROIT D'EXPLOITER.....	4
Article I-1 : Autorisation.....	4
Article I-2 : Rubriques de classement au titre des Installations Classées .....	4
Article I-3 : Caractéristiques de la carrière.....	4
Article I-4 : Caractéristiques de l'installation de traitement.....	5
Article I-5 : Installations non visées à la nomenclature ou soumises à déclaration.....	5
CHAPITRE II : DISPOSITIONS GÉNÉRALES .....	5
Article II-1 : Conformité aux dossiers .....	5
Article II-2 : Modifications .....	5
Article II-3 : Contrôles et analyses.....	6
Article II-4 : Fin d'exploitation .....	6
Article II-5 : Accidents et incidents.....	6
CHAPITRE III : DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX CARRIÈRES.....	6
SECTION 1 : AMÉNAGEMENTS PRÉLIMINAIRES.....	6
Article III-1 : Information du public.....	6
Article III-2 : Bornage.....	6
Article III-3 : Eaux de ruissellement.....	6
Article III-4 : Accès de la carrière .....	7
Article III-5 : Déclaration de début d'exploitation et notification de la constitution des garanties financières.....	7
SECTION 2 : CONDUITE DE L'EXPLOITATION À CIEL OUVERT.....	7
Article III-6 : Déboisement et défrichement .....	7
Article III-7 : Technique de décapage .....	7
Article III-8 : Patrimoine archéologique .....	7
Article III-9 : Épaisseur d'extraction.....	8
Article III-10 : Front d'exploitation.....	8
Article III-11 : Extraction en nappe alluviale .....	8
Article III-12 : Exploitation dans la nappe phréatique.....	8
Article III-13 : Abattage à l'explosif .....	8
Article III-14 : Remise en état du site.....	8
Article III-15 : Remblayage de la carrière .....	9
SECTION 3 : SÉCURITÉ DU PUBLIC.....	9
Article III-16 : Interdiction d'accès .....	9
Article III-17 : Distances limites et zones de protection.....	9
SECTION 4 : PLANS .....	10
Article III-18 : Plans.....	10
CHAPITRE IV : PRÉVENTION DES POLLUTIONS .....	10
Article IV-1 : Dispositions générales.....	10
Article IV-2 : Intégration dans le paysage.....	10
Article IV-3 : Pollution des eaux .....	11
Article IV-4 : Pollution de l'air .....	12
Article IV-5 : Incendie et explosion.....	12
Article IV-6 : Déchets.....	12
Article IV-7 : Bruits et vibrations .....	12
Article IV-8 : Transport des matériaux.....	13
CHAPITRE V : GARANTIES FINANCIÈRES .....	14
Article V-1 : Montant des garanties financières.....	14
Article V-2 : Renouvellement des garanties financières .....	14
Article V-3 : Modalités d'actualisation du montant des garanties financières .....	15
Article V-4 : Modifications conduisant à une augmentation des garanties financières.....	15

<u>Article V-5 : Absence de garanties financières .....</u>	<u>15</u>
<u>Article V-6 : Appel aux garanties financières .....</u>	<u>15</u>
<u>Article V-7 : Documents à transmettre concernant le suivi des garanties financières.....</u>	<u>15</u>
<b>CHAPITRE VI : DOCUMENTS À TRANSMETTRE .....</b>	<b>15</b>
<b>CHAPITRE VII : DISPOSITIONS FINALES.....</b>	<b>16</b>
<u>Article VII-1 : Annulation, déchéance.....</u>	<u>16</u>
<u>Article VII-2 : Sanctions .....</u>	<u>16</u>
<u>Article VII-3 : Information des tiers.....</u>	<u>16</u>
<u>Article VII-4 : Remise en état des voiries .....</u>	<u>16</u>
<u>Article VII-5 : Autres réglementations.....</u>	<u>16</u>
<u>Article VII-6 : Délais et voies de recours .....</u>	<u>17</u>

## ARRÊTE

### CHAPITRE I : DROIT D'EXPLOITER

#### Article I-1 : Autorisation

La société SNB, dont le siège social est situé 1, rue Vasco de Gama à VALENTON (94046 CRETEIL Cedex) est autorisée, dans les conditions fixées par le présent arrêté :

- à exploiter à ciel ouvert une carrière de sables et graviers sise au lieu dit « Les Prés St-Martin », sur une superficie d'environ 23 ha du territoire de la commune de MONTEREAU FAULT-YONNE.

#### Article I-2 : Rubriques de classement au titre des Installations Classées

L'exploitation de cette carrière relève des rubriques de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement conformément au tableau ci-dessous :

Désignation de l'activité (ou de l'installation)	Rubrique de la nomenclature	Régime
Exploitation d'une carrière de sables et graviers sur une superficie de 23 ha 19 a 66 ca	2510-1	A

A = Autorisation

D = Déclaration

#### Article I-3 : Caractéristiques de la carrière

Références cadastrales et territoriales : commune de MONTEREAU FAULT YONNE , lieu-dit « Les Prés St-Martin »

CADASTRE		SUPERFICIE AUTORISEE
Section	Numéro de parcelle	
AN	38	00 ha 40 a 11 ca
AN	39	00 ha 37 a 40 ca
AN	178	00 ha 00 a 93 ca
AN	181	22 ha 41 a 22 ca
TOTAL		23 ha 19 a 66 ca

- périmètre de l'autorisation :

Un plan cadastré au 1/3000 précisant le périmètre de l'autorisation est annexé au présent arrêté.

Les locaux et parkings, ainsi que l'aire de ravitaillement sont installés dans le secteur le plus éloigné du stockage d'ammonitrate exploité par la société HYDRO AGRI et impérativement à l'extérieur de la zone de risque Z1.

- durée de l'autorisation :

La présente autorisation est accordée pour une durée de 12 ans à compter de la notification du présent arrêté. Cette durée inclut la remise en état.

- volume et tonnage maximaux annuels de produits extraits :

Le volume maximal annuel extrait de sables et graviers est de 117 700 m<sup>3</sup>, représentant un tonnage maximal annuel de 200 000 tonnes.

- tonnage total de produits à extraire autorisé :

La quantité totale à extraire autorisée est de 1 500 000 tonnes.

- plage horaire de fonctionnement : 7H-17H

#### **Article I-4 : Caractéristiques de l'installation de traitement**

Sans objet

#### **Article I-5 : Installations non visées à la nomenclature ou soumises à déclaration**

Les prescriptions de la présente autorisation s'appliquent également aux installations ou équipements exploités par le titulaire de l'autorisation qui, mentionnés ou non à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, sont de nature, par leur proximité ou leur connexité avec les installations autorisées, à modifier les dangers ou inconvénients de ces installations.

## **CHAPITRE II : DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

#### **Article II-1 : Conformité aux dossiers**

La présente autorisation est accordée dans les conditions du dossier de demande en date du 16 mai 2001, sous réserve du droit des tiers et sans préjudice du respect des prescriptions du présent arrêté et des autres réglementations en vigueur.

#### **Article II-2 : Modifications**

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, aux conditions d'exploitation ou de remise en état, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

### Article II-3 : Contrôles et analyses

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté et ses éventuels compléments, l'inspection des installations classées peut demander, en cas de besoin, la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et des analyses des effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols, l'exécution de mesures de niveaux sonores et vibrations, la réalisation de plans ou l'estimation des volumes de matériaux stockés. Ils seront exécutés par un organisme tiers qu'elle aura choisi à cet effet ou soumis à son approbation s'il n'est pas agréé, dans le but de vérifier, en présence de l'inspection des installations classées en cas de contrôle inopiné, le respect d'un texte réglementaire pris en application de la législation sur les installations classées. Tous les frais occasionnés par ces contrôles sont supportés par l'exploitant.

### Article II-4 : Fin d'exploitation

L'exploitant doit adresser au préfet au moins six mois avant la date d'expiration de la présente autorisation la déclaration d'arrêt définitif prévue à l'article 34-1 III du décret du 21 septembre 1977 modifié.

### Article II-5 : Accidents et incidents

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait des travaux. Il précise dans un rapport les origines et les causes du phénomène, les conséquences, les mesures prises pour les pallier et celles prises pour éviter qu'il ne se reproduise.

## **CHAPITRE III : DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX CARRIÈRES**

### *Section 1 : Aménagements préliminaires*

#### Article III-1 : Information du public

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

#### Article III-2 : Bornage

Préalablement à la mise en exploitation de la carrière, l'exploitant est tenu de placer :

- 1° des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation,
- 2° le cas échéant, des bornes de nivellement permettant d'établir périodiquement des relevés topographiques du fond de fouille et des différentes zones remises en état.

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

#### Article III-3 : Eaux de ruissellement

Un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place à la périphérie de cette zone.

#### Article III-4 : Accès de la carrière

L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il n'aggrave pas la situation de risque pour la sécurité publique.

Un dispositif interdisant physiquement aux camions de tourner à gauche est mise en place au débouché sur la route départementale n° 411.

#### Article III-5 : Déclaration de début d'exploitation et notification de la constitution des garanties financières

Dès que les aménagements mentionnés aux articles III-1 à III-4 ci-dessus ont été réalisés, l'exploitant est tenu d'adresser au préfet, en trois exemplaires, la déclaration de début d'exploitation telle qu'elle est prévue à l'article 23-1 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 susvisé. Celle-ci est accompagnée du document attestant la constitution des garanties financières conforme au modèle d'acte de cautionnement solidaire figurant en annexe de l'arrêté du 1<sup>er</sup> février 1996 fixant le modèle d'attestation de la constitution de garanties financières prévue à l'article 23-3 du décret n° 77-1133.

### *Section 2 : Conduite de l'exploitation à ciel ouvert*

#### **A - Déboisement et défrichement**

##### Article III-6 : Déboisement et défrichement

Sans préjudice de la législation en vigueur, le déboisement et le défrichement éventuels des terrains sont réalisés progressivement, par phases correspondant aux besoins de l'exploitation.

#### **B - Décapage des terrains**

##### Article III-7 : Technique de décapage

Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation.

Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et conservés intégralement pour la remise en état des lieux.

Afin de préserver leur valeur agronomique, les terres végétales sont stockées sur une hauteur inférieure à deux mètres. Ces stocks sont constitués par simple déversement sans circulation sur ces terres ainsi stockées.

##### Article III-8 : Patrimoine archéologique

L'exploitant prend les mesures nécessaires à la prise en compte du patrimoine archéologique. En particulier, il avertit le Service Régional de Archéologie (6, rue de Strasbourg 93200 SAINT-DENIS) 15 jours au moins avant le début de chaque phase de décapage de la terre végétale.

Le décapage est effectué à la pelle rétro munie d'un godet de curage ou à l'aide de tout autre dispositif d'efficacité équivalente. En cas de mise à jour de vestiges nécessitant une fouille, la poursuite de l'exploitation du secteur concerné est subordonnée à l'achèvement de l'intervention archéologique.



## C - Extraction

### Article III-9 : Epaisseur d'extraction

L'épaisseur maximale d'extraction est de 7 mètres.

Les cotes minimales NGF d'extraction varient entre 40 et 44 mètres NGF, conformément aux indications du dossier de demande d'autorisation.

### Article III-10 : Front d'exploitation

Les fronts d'exploitation auront une pente maximale de 45°.

### Article III-11 : Extraction en nappe alluviale

L'extraction ne doit pas faire obstacle à l'écoulement des eaux superficielles.

Durant toute la durée de l'exploitation, le pétitionnaire ne doit pas supprimer, même momentanément, les zones d'écoulement préférentielles (ruisseau, noue, fossé, etc.).

Les aires de stockage des terres, de découverte notamment, ne doivent pas être orientées transversalement au sens de l'écoulement des eaux de crue.

Toutes dispositions doivent être prises pour pouvoir évacuer les engins et matériels mobiles ainsi que les produits dangereux ou polluants en moins de 24 heures en cas de montée des eaux, y compris les jours fériés.

Sur simple demande du Service de la Navigation de la Seine, le pétitionnaire doit en permanence être en mesure de repousser les stocks de terres de découverte susceptibles d'entraver le libre écoulement des eaux de crue.

Après exploitation, les matériaux non enlevés devront être repoussés dans la fouille au niveau primitif des terrains avant exploitation. Lors du réaménagement, les terrains seront remblayés jusqu'à une côte topographique ne dépassant pas celle des terrains avant exploitation.

Les plans définitifs de remise en état et d'aménagement de la carrière devront être adressés au Service de la Navigation de la Seine.

Les terrains réaménagés en jardins familiaux ne devront pas comporter de constructions.

### Article III-12 : Exploitation dans la nappe phréatique

Sans objet

### Article III-13 : Abattage à l'explosif

Sans objet

## D - Remise en état

### Article III-14 : Remise en état du site

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant. Les opérations d'extraction et de remise en état sont réalisées conformément aux plans de phasage et de remise en état annexés au présent arrêté.

L'extraction de matériaux commercialisables doit cesser au plus tard 6 mois avant l'échéance de l'autorisation.

La remise en état du site doit être achevée au plus tard 6 mois avant l'échéance de l'autorisation.

Elle doit être conforme aux indications de l'étude d'impact écologique et doit comporter notamment les dispositions suivantes :

- la mise en sécurité des fronts de taille,
- le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site,
- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site,
- la création d'un plan d'eau communiquant par une zone de hauts-fonds avec le plan d'eau situé à l'est du site et présentant des berges en pente douce,
- le remblayage d'une zone permettant la création de jardins familiaux.
- la création d'un îlot sablo-graveleux,
- la préservation, sous forme d'îlot, de la zone présentant une valeur écologique assez forte telle que définie par l'étude d'impact écologique (p30).

#### Article III-15 : Remblayage de la carrière

Le remblayage de la carrière ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux.

Il est réalisé exclusivement avec les matériaux extraits du site (terres de découverte, matériaux non valorisables).

### ***Section 3 : Sécurité du public***

#### Article III-16 : Interdiction d'accès

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est matériellement interdit.

L'accès de l'exploitation est interdit au public. En particulier, une clôture solide et efficace est mise en place autour des zones dangereuses, notamment des chantiers de découverte ou d'exploitation, des bassins de décantation, des installations de traitement, des pistes et des convoyeurs non capotés. Des pancartes indiquant le danger sont apposées, d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part à proximité du périmètre clôturé.

#### Article III-17 : Distances limites et zones de protection

Le bord de l'excavation est tenu à distance horizontale d'au moins dix mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

Toutefois, l'exploitation de la bande des 10 mètres est autorisée sur un secteur limité à l'Est du site afin de permettre la jonction du plan d'eau créé par l'exploitation avec le plan d'eau situé sur la parcelle D 879.

L'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

## **Section 4 : Plans**

### **Article III-18 : Plans**

Il est établi un plan orienté de la carrière sur fond cadastral.

Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,
- la localisation des piézomètres,
- les zones en cours d'exploitation,
- les zones déjà exploitées non remises en état,
- les zones remises en état,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,
- la position des éléments visés à l'article III-17 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.

Ce plan est remis à jour au moins une fois par an, au 31 décembre de l'année N, et est accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (dont notamment la surface autorisée restant à exploiter, les réserves autorisées restant à exploiter, la surface totale déjà remise en état, la surface remise en état dans l'année précédente,...). Il sera notamment joint un relevé établi par un géomètre mentionnant le volume des stocks de stériles de découverte et terre végétale présents sur le site.

Une copie de ce plan certifié et signé par l'exploitant et ses annexes sont adressés à l'inspection des installations classées au plus tard le 1<sup>er</sup> février de l'année N+1.

## **CHAPITRE IV : PRÉVENTION DES POLLUTIONS**

### **Article IV-1 : Dispositions générales**

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit, les vibrations et l'impact visuel.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.

### **Article IV-2 : Intégration dans le paysage**

I - L'ensemble du site et de ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant est maintenu en bon état de propreté. Les bâtiments, aires de stationnement et voies de circulation sont aménagées et entretenues en permanence.

Les surfaces en dérangement ( zones décapées, zones en exploitation, zones en cours de remise en état ) sont chacune d'elles limitées au minimum afin de réduire l'impact paysager tout en permettant d'assurer la sécurité des travailleurs et la bonne valorisation du gisement.

Il est interdit de stocker sur le site de la carrière des matériaux autres que les matériaux valorisables ou les matériaux nécessaires à la remise en état.

II - Des mesures efficaces visant à réduire l'impact visuel sont adoptées, en particulier :

- merlons de terre végétale engazonnés et plantés (fruticées), le long de la RD 411,

- boisement le long de la voie ferrée au Nord (chênaie-hêtraie),
- limitation à 3 mètres de la hauteur des stocks de matériaux,
- modelage de berges rectiligne dans l'axe du château et prolongement de l'alignement des tilleuls.

#### Article IV-3 : Pollution des eaux

##### **IV-3-1 Prévention des pollutions accidentelles**

Les dispositions nécessaires sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en utilisation normale ou en cas d'accident, déversement de matières dangereuses ou insalubres vers le milieu naturel, en particulier :

I - Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Le remplissage des réservoirs des engins s'effectue au moyen de véhicules spécialisés munis de dispositif de sécurité.

II - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100% de la capacité du plus grand réservoir,
- 50% de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20% de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 litres.

III - Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

IV - Un contrôle annuel de la qualité des eaux souterraines sera réalisé sur deux piézomètres existant au Nord du site. Les paramètres analysés seront : pH, conductivité, DCO, hydrocarbures, métaux (Pb, Zn, Cr total, Hg, Cd, Ni).

V - Tous les personnels travaillant sur le chantier recevront une formation sur les risques de pollution par les hydrocarbures et la conduite à tenir en cas d'accident.

##### **IV-3-2 Rejets d'eau dans le milieu naturel**

I - Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :

PARAMÈTRES	CARACTÉRISTIQUES	NORME DE RÉFÉRENCE
pH	$5,5 < \text{pH} < 8,5$	
Température	$< 30\text{ }^{\circ}\text{C}$	
MEST	$< 35\text{ mg/l}$	NFT 90-105
DCO sur effluent non décanté	$< 125\text{ mg/l}$	NFT 90-101
Hydrocarbures	$< 10\text{ mg/l}$	NFT 90-114

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures. Aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange selon la norme NF T 90-034, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

II - Le ou les émissaires sont équipés d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement.

III - Le rejet des eaux issues de l'aire étanche s'effectue sur le sol après passage dans un débourbeur-déshuileur.

IV - L'exploitant fait procéder annuellement à un contrôle des rejets aqueux sur les paramètres suivants : pH, température, MEST, DCO, hydrocarbures ainsi que du débit. Les résultats sont consignés dans un registre et un bilan annuel est adressé à l'inspection des installations classées au plus tard le 1er février de l'année suivante.

#### Article IV-4 : Pollution de l'air

I - L'exploitant prend les dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières.

#### Article IV-5 : Incendie et explosion

L'exploitation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Une réserve incendie d'un volume minimal de 120 m<sup>3</sup>, conforme à la fiche technique PRS 54 est installée sur le site.

#### Article IV-6 : Déchets

Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées. Les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.

#### Article IV-7 : Bruits et vibrations

L'exploitation de la carrière ne doit pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques nuisibles pour la santé et la tranquillité du voisinage.

##### **IV-7-1 Bruits**

En dehors des tirs de mines, les bruits émis par la carrière ne doivent pas être à l'origine d'émissions sonores générant une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée, telles que définies à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 (JO du 27 mars 1997) :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergences réglementées (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible de 7 h à 22 h sauf Dimanches et jours fériés	Emergence admissible de 22h à 7 h Dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) mais inférieur à 45 dB (A)	6dB(A)	-
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	-

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (en absence de bruits générés par l'établissement).

Les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limites de propriété de l'établissement, déterminés de manière à assurer le respect des valeurs d'émergences admissibles sont les suivants :

Niveau maximum en dB (A) admissible en limite de propriété	
De 7 h à 22 h	De 22 h à 7 h
70 dB (A)	-

Le niveau de bruit global émis par l'ensemble des activités exercées à l'intérieur de l'exploitation y compris le bruit émis par les véhicules et engins respecte les valeurs ci-dessus.

La durée d'apparition d'un bruit particulier généré par l'exploitation, à tonalité marquée et de manière établie ou cyclique, n'excède pas 30% de la durée de fonctionnement de l'exploitation.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur des carrières, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur. En particulier, les engins utilisés dans la carrière et mis pour la première fois en circulation après le 22 octobre 1989, doivent avant le 22 octobre 1997, répondre aux règles d'insonorisation fixées par le décret n° 95.76 du 23 janvier 1995.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs,...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Un contrôle des niveaux sonores conforme à la méthode de mesure définie à l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 est effectué aux frais de l'exploitant dès l'ouverture de la carrière et ensuite annuellement. Un bilan annuel est adressé à l'inspection des installations classées au plus tard le 1er février de l'année suivante.

#### **IV-7-2 Vibrations**

En dehors des tirs de mines, les prescriptions de la circulaire n° 86-23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

#### **Article IV-8 : Transport des matériaux**

Les matériaux seront évacués par voie routière jusqu'aux installations de traitement.

## CHAPITRE V : GARANTIES FINANCIÈRES

### Article V-1 : Montant des garanties financières

La durée de l'autorisation est divisée en période quinquennale. À chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période.

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale pour chacune de ces périodes est :

PÉRIODE	1 <sup>re</sup> période	2 <sup>me</sup> période	3 <sup>me</sup> période
PHASES CONCERNÉES	1 – 2	3 – 4	5
MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES (EUROS)	216 935	227 454	116 014
S1 MAXIMAL	1	0,7	0,2
S2 MAXIMAL	7,2	7,2	2,6
L MAXIMAL	1400	1870	1700

Le montant des garanties financières est calculé suivant les dispositions de l'annexe 1 (1<sup>o</sup>) de l'arrêté du 10 février 1998 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées.

S1 (en ha) : somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuées de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement.

S2 (en ha) : valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces découvertes et des surfaces en exploitation diminuée des surfaces remises en état.

L (en m) : valeur maximale atteinte au cours de la période considéré par la somme des linéaires de berges diminuée des linéaires de berges remis en état.

Le montant du coût des opérations de remise en état, calculé suivant les dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 10 février 1998 susvisé ne doit jamais excéder les montants fixés ci-dessus.

### Article V-2 : Renouvellement des garanties financières

Les garanties financières sont renouvelées au moins sept mois avant leur échéance.

L'exploitant adresse au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières au moins six mois avant leur échéance.

### Article V-3 : Modalités d'actualisation du montant des garanties financières

Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TPO1.

Lorsqu'il y a une augmentation d'au moins 15% de l'indice TPO1 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les 6 mois suivant l'intervention de cette augmentation. Sans préjudice des dispositions de l'article V-2 ci-dessus, le document établissant la constitution des garanties financières actualisées est adressé au Préfet.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

### Article V-4 : Modifications conduisant à une augmentation des garanties financières

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

### Article V-5 : Absence de garanties financières

L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L 514.1 du Code de l'environnement.

### Article V-6 : Appel aux garanties financières

Le préfet fait appel aux garanties financières :

- soit en cas de non-respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de remise en état après intervention des mesures prévues à l'article L 514.1 du Code de l'environnement.;

- soit en cas de disparition de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

### Article V-7 : Documents à transmettre concernant le suivi des garanties financières

L'exploitant fournira au 1er février de l'année N+1 les valeurs maximales de S1, S2 et L de l'année N.

## **CHAPITRE VI : DOCUMENTS À TRANSMETTRE**

Le présent chapitre récapitule les documents que l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées.

Articles	Documents	Périodicité/Échéance
III-18	Plan de la carrière et annexes	1er février année n+1
IV-3-1-IV	Contrôle de la qualité des eaux souterraines	1er février année n+1
IV-3-2-IV	Contrôle des effluents aqueux	1er février année n+1
IV-7-1	Contrôle des niveaux sonores	1er février année n+1
V-7	Suivi des garanties financières	1er février année n+1



## CHAPITRE VII : DISPOSITIONS FINALES

### Article VII-1 : Annulation, déchéance

Le présent arrêté cessera de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

### Article VII-2 : Sanctions

En cas d'inobservation des prescriptions fixées par le présent arrêté, l'exploitant encourt notamment les sanctions prévues par les articles L142.1, L142.2, L216-6, L216-13, L514.9, L514.10, L514.11, L514.12, L514.13, L514.14, L514.15, L514.18, L514.1, L514.2, L514.3, L541-46, L541-47 du Code de l'Environnement.

### Article VII-3 : Information des tiers

Une copie de l'arrêté d'autorisation est déposée en mairie de MONTEREAU FAULT-YONNE et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la mairie de MONTEREAU FAULT-YONNE pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire.

Le même extrait est affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Une ampliation de l'arrêté est adressée à chaque conseil municipal ayant été consulté.

Un avis relatif à cette autorisation sera inséré, par les soins du préfet, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux diffusés dans tout le département.

Le présent arrêté est inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

### Article VII-4 : Remise en état des voiries

La contribution de l'exploitant à la remise en état de voiries départementales et communales est fixée par les textes législatifs et réglementaires en vigueur relatifs à la voirie des collectivités locales, notamment l'article L 141-9 du code de la voirie.

### Article VII-5 : Autres réglementations

La présente autorisation est accordée sans préjudice de l'observation de toutes les législations et réglementations applicables et notamment celles relatives à l'exploitation des carrières, aux installations classées pour la protection de l'environnement, à la voirie des collectivités locales, à la lutte contre la pollution et aux découvertes archéologiques fortuites.

Article VII-6 : Délais et voies de recours  
(Article L 514.6 du Code de l'environnement)

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'au tribunal administratif :

1°/ par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit arrêté a été notifié.

2°/ par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L 511.1 du code de l'environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, dans un délai de six mois à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au représentant de l'Etat dans le département.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article VII-7 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Seine et Marne et Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile de France sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée à :

- Société Nouvelle de Ballastières,
- Monsieur le Sous-Préfet de Provins,
- Messieurs les Maires de Montereau-Fault-Yonne, Marolles-sur-Seine, Courcelles-en-Bassée, Cannes-Ecluses, Saint-Germain-Laval, Varennes-sur-Seine, Esmans, la Brosse-Montceaux et Forges
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipeement,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- Madame le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- Monsieur l'Architecte des Bâtiments de France,
- Monsieur le Conservateur Régional de l'archéologie de la Région Ile de France,
- Monsieur le Directeur de France Télécom des lignes de Fontainebleau-Vulaines,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement d'Ile de France, Cachan,
- Monsieur l'Ingénieur en Chef de la Navigation de la Seine,
- Monsieur le Chef du Service Départemental d'Incendie et de Secours,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile de France à Paris,
- Monsieur le Chef de Groupe de Subdivisions de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile de France à Savigny le Temple,
- Chrono

Fait à Melun, le 5 décembre 2001

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général de la Préfecture

Signé :François-Xavier CECCALDI

POUR AMPLIATION

Pour le Préfet et par délégation

Le Secrétaire Général



Catherine BONNEAU